LE JOURNAL DE L'ARMANDIE

LE SAINT-ARMAND

Saint-Armand, Pike River, Bedford, Canton de Bedford, Notre-Dame-de-Stanbridge, Stanbridge Station, Stanbridge East, Saint-Ignace de Stanbridge, Dunham et Frelighsburg

VOL. 19 Nº 4, février - mars 2022

Ce qu'on fait subir à nos aînés durant cette pandémie est un âgicide!

Dr Réjean Hébert, gériatre

PÔLE DE BEDFORD

pages 6 et 7

Relance bien engagée

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

pages 12 et 13

Autoportrait d'un paysan rebelle

VILLAS DES RIVIÈRES DE BEDFORD : DES RÉSIDENTS DÉPLACÉS ?

« Décision aberrante » s'indigne le maire Dubois

Guy Paquin

Photo : Paulette Vanier

Les Villas des Rivières (en arrière-plan), à un jet de pierre du CLSC/CHSLD (au premier plan, à droite); en mortaise : Jean-Marc Savoie, président de l'OHBM

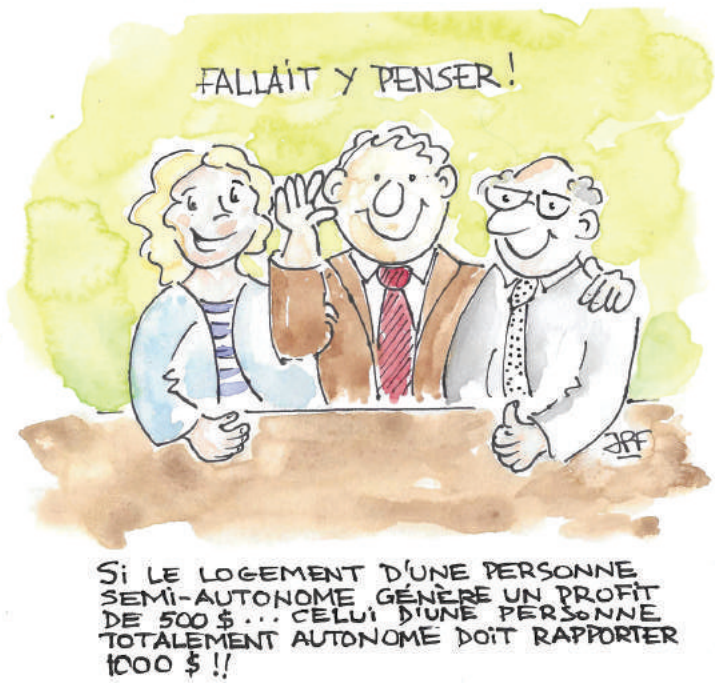
C'est avec stupéfaction et angoisse que les résidents des Villas des Rivières de Bedford, qui accueillent des personnes âgées (RPA), ont lu la lettre qui leur a été adressée le 16 décembre dernier par Jean-Marc Savoie*, président de l'Office d'Habitation de Brome-Missisquoi. Cette lettre annonçait le déplacement potentiel de la moitié environ d'entre eux (soit 15 personnes sur les 30 qui y résident) vers un lieu inconnu et ce, dès le premier juillet.

La raison invoquée par Jean-Marc Savoie pour cette expulsion est d'une banalité toute administrative : pénurie de main-d'œuvre. Pour ce motif, les résidents qui ont besoin des services de buanderie et d'entretien ménager ou de soins de santé iront vivre ailleurs. Où? On ne le dit pas. Ceux qui resteront ne se verront offrir que les services de sécurité et de loisirs.

Les résidents n'en reviennent pas : « Tout s'est fait dans notre dos. Ils nous prennent pour des moins que rien. Tout était décidé d'avance. On n'a pas eu un mot à dire » dit celui-ci. « Cela n'a pas de sens. Où est-ce que je vais aller? Ma famille c'est ici. Je ne veux pas partir » se plaint celle-là. Les trente personnes qui vivent à la résidence

(suite à la page 2)

Gestion créative des services aux aînés



Villas des Rivières de Bedford : des résidents déplacés ?

(suite de la page 1)

savent très bien qu'elles devront éventuellement déménager. Elles sont conscientes que la perte graduelle d'autonomie est une caractéristique du vieillissement mais, pour l'heure, elles sont encore en mesure de vivre en RPA et ne sont donc pas prêtes à partir. D'autant plus que Les villas sont commodément situées à un jet de pierre du CLSC/CHSLD de Bedford.

Le conseil municipal va intervenir

Claude Dubois, maire de la ville de Bedford, ne la trouve pas drôle du tout. « Le conseil municipal de Bedford en a discuté lors de son caucus du 10 janvier et nous avons décidé de tout faire pour bloquer ça. Nous allons rencontrer l'auteur de la lettre. J'y serai, tout comme le conseiller municipal Yves Gnocchini, qui est responsable des relations de la ville avec l'Office d'Habitation.

« En principe, les résidents doivent se relocaliser d'ici le 1er juillet. La première chose que nous avons à faire, c'est de reporter à plus tard l'exécution de cette menace. Ce sera l'objet de notre première conversation avec monsieur Savoie. »

Claude Dubois, maire de Bedford

La MRC blâmée

Yves Lévesque, maire sortant de Bedford, n'en revient pas. « On fait exactement ce qu'on nous avait promis de ne jamais faire, il y a 4 ans. En 2017, quand la MRC a décidé de rapatrier la gestion des Offices d'Habitation à Cowansville, le directeur général de la MRC, Robert Desmarais, avait promis que jamais on ne toucherait aux services de santé. Et là, on le fait! »

Yves Lévesque, ex-maire de Bedford

Joint par le journal, Robert Desmarais affirme, péremptoire, que « la MRC n'est pas concernée par ce projet! C'est le domaine de l'Office municipal d'Habitation de Brome-Missisquoi! » Nous avons tenté de joindre également Jean-Marc Savoie, mais en vain.

Regroupement contesté

Jusqu'en 2017, chaque municipalité qui s'était dotée d'un office d'habitation, et des logements à coûts modiques venant avec, gérait ces lieux elle-même. On offrait non seulement des logements de qualité à prix modique, mais on accueillait également dans ces lieux des personnes à autonomie réduite et on leur prodiguait les soins nécessaires.

C'est ainsi qu'on agissait dans les offices d'habitation de Bedford, Farnham, Bromont, Cowansville, Frelighsburg, Lac Brome, Sainte-Brigide et Sutton. Quand la MRC a décidé de regrouper la gestion de tous ces centres, les maires de Bedford et de Farnham ont protesté, craignant que ce regroupement soit en fait une étape préparatoire à la coupure de services. À l'époque, on les a rassurés. Pourtant, aujourd'hui, on revient sur les promesses de 2017 et on coupe dans les services. D'où l'expulsion annoncée d'environ 15 personnes qui ont absolument besoin de services de santé en résidence. D'ailleurs, il n'est plus dans les cartons de l'Office d'accueillir des personnes à autonomie réduite.

« Où va-t-on les mettre, demande Yves Lévesque? Dans des CHSLD? Ils sont pleins! Et avec la COVID, la perspective d'aller dans un CHSLD est tout sauf rassurante. Ces gens habitent dans nos offices d'habitation dans le but de payer un loyer modique et de recevoir des soins. Ils n'ont pas les moyens de déménager dans des résidences de luxe ou d'embaucher des infirmières privées. »

Yves Lévesque assure qu'Isabelle Charest, députée de Brome-Missisquoi et membre du comité ministériel des services aux citoyens, a été saisie du dossier ainsi que son attachée politique, Johanne Gauvin. Par ailleurs, un comité s'est formé et veille au grain en attendant des résultats concrets : le Comité citoyen pour les services de santé dans le pôle de Bedford (CCSSPB), qui invite les citoyens à s'exprimer sur sa page Facebook**. Il est composé de huit citoyens : Yves Lévesque, Pierrette Messier (ex-conseillère municipale du Canton de Bedford), Lise Gnocchini (connue pour son intérêt pour les services de santé locaux), Normand Déragon (ex-conseiller municipal de la ville de Bedford), Christiane Granger (présidente de la Fondation Lévesque-Craighead), Dominique Martel (mairesse de Saint-Ignace-de-Stanbridge et membre du comité Santé de la MRC de Brome-Missisquoi), Daniel Tétreault (maire de Notre-Dame-de-Stanbridge et préfet suppléant de la MRC de Brome-Missisquoi), André Beaumont (président du club FADOQ de la région de Bedford) et Marie-Claude Morier, (du CPE de Bedford). Ce groupe a déjà adressé une lettre de protestation au président de l'Office d'Habitation de Brome-Missisquoi et a demandé l'ouverture de pourparlers en vue d'élaborer une solution de rechange acceptable.

* Consulter la lettre de Jean-Marc Savoie aux résidents à l'adresse suivante :
https://journalstarmand.com/lettre-aux-résidents
**www.facebook.com/Comité-Citoyen-pour-les-Services-de-Santé-dans-le-Pôle-de-Bedford-QC-103260872281127

LE SAINT-ARMAND EST MEMBRE DE :

AMECQ ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Culture MONTÉRÉGIE

Philosophie

En créant le journal ***Le Saint-Armand***, les membres fondateurs s'engagent, sans aucun intérêt personnel sinon le bien-être de la communauté, à :

- Promouvoir une vie communautaire enrichissante en Armandie.
- Sensibiliser les citoyens et les autorités locales à la valeur du patrimoine afin de l'enrichir et de le conserver.
- Imaginer la vie future en Armandie et la rendre vivante.
- Faire connaître les gens d'ici et leurs préoccupations.
- Lutter pour la protection du territoire (agriculture, lac Champlain, Mont Pinacle, sécurité, etc.)
- Donner la parole aux citoyens.
- Faire connaître et apprécier l'Armandie aux visiteurs de passage.
- Les mots d'ordre sont : éthique, transparence et respect de tous.

Articles, letters and announcements in English are welcome.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre Lefrançois, président
Maëva Lucas, vice-présidente
Richard-Pierre Piffaretti, secrétaire-trésorier
Lise Bourdages, administratrice
Paulette Vanier, administratrice

COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Lefrançois (rédacteur en chef), Josée Beaudet, Pierre Brisson, Carole Dansereau, Jean-Pierre Fourez, Nathalia Guerrero Velez, Maëva Lucas, Guy Paquin, Paulette Vanier

COLLABORATEURS POUR CE NUMÉRO : Anthoni Barbe, Josée Beaudet, Carole Dansereau, Nathalie Fortin, Jean-Pierre Fourez, Nathalia Guerrero Vélez, Pierre Lefrançois, Charles Lussier, Guy Paquin, Paulette Vanier

RÉVISION LINGUISTIQUE : Paulette Vanier

RÉVISION : Lise Bourdages, Pierre Lefrançois, Richard-Pierre Piffaretti, Paulette Vanier

GRAPHISME ET MISE EN PAGE : André Sactouris

WEBMESTRE : Richard-Pierre Piffaretti

IMPRESSION : Hebdo Litho inc.

DÉPÔT LÉGAL : Bibliothèques nationales du Québec et du Canada

ISSN : 1711-5965

RÉDACTION : 450 248-7251
journalstarmand@gmail.com

PUBLICITÉ : 514-206-7861
pubjstarm@gmail.com

PETITES ANNONCES
Annonces d'intérêt général : gratuites

ABONNEMENT HORS ARMANDIE
Coût : 30 $ pour six numéros
Faites parvenir le nom et l'adresse du destinataire ainsi qu'un chèque à l'ordre et à l'adresse suivants :

Journal Le Saint-Armand
Casier postal 27
Philipsburg (Québec)
J0J 1N0

COURRIEL : journalstarmand@gmail.com
SITE WEB : www.journalstarmand.com
FACEBOOK : https://www.facebook.com/Le-Saint-Armand-1694470804135904/

LE JOURNAL DE L'ARMANDIE
LE SAINT-ARMAND
Saint-Armand, Pike River, Bedford, Canton de Bedford, Notre-Dame-de-Stanbridge, Stanbridge Station, Stanbridge East, Saint-Ignace de Stanbridge, Dunham et Frelighsburg

Tirage Certifié AMECQ

TIRAGE pour ce numéro: 7000 exemplaires

Le Saint-Armand bénéficie du soutien de :

Culture et Communications Québec

Le Saint-Armand est distribué gratuitement dans tous les foyers d'Armandie: Pike River, Bedford, Bedford Canton, Notre-Dame-de-Stanbridge, Saint-Armand, Stanbridge Station, Stanbridge East, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Dunham et Frelighsburg

ÉDITORIAL

Services aux aînés : les gestionnaires seraient-ils dans le champ ?

Pierre Lefrançois

Je ne suis ni expert en santé publique ni spécialiste en gestion des affaires publiques et encore moins devin mais, comme tout le monde, je suis témoin de choses étonnantes qui se déroulent sous nos yeux depuis bientôt deux ans, voire davantage. Je ne suis certainement pas le seul à me poser des questions.

Alors que nos voisins ontariens sont presque deux fois plus nombreux que nous, les données objectives indiquent que, dans cette province, il y a moins de personnes atteintes de la COVID-19 et que, parmi celles qui le sont, il y en a moins qui se retrouvent à l'hôpital et qui meurent des suites de cette maladie.

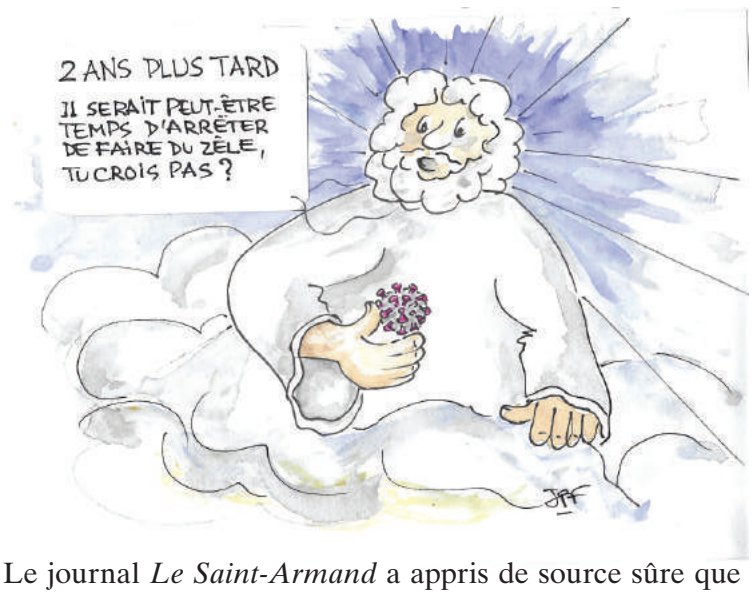
Lors de la première vague de la COVID-19, à l'hiver et au printemps 2020, c'était l'hécatombe qu'on sait dans les CHSLD. Les enquêtes menées à ce sujet nous ont récemment appris que nous étions mal préparés et que nous avons fait de mauvais choix. En conséquence, c'est au Québec qu'on déplore le taux le plus élevé d'ainés atteints de la COVID et de mortalités consécutives, comparativement aux autres provinces canadiennes ainsi qu'à la plupart des pays développés. On est en droit de se demander quelles en sont les causes.

Selon François Béland, professeur à l'école de santé publique de l'Université de Montréal, qui s'intéresse principalement aux questions concernant les aînés, au Québec, 18 % des personnes âgées de 75 ans et plus vivent dans des résidences pour aînés, comparativement à environ 6 % pour le reste du pays. On constate la même chose pour les soins de longue durée : il y a beaucoup plus de CHSLD chez nous qu'ailleurs. C'est vrai aussi des services de maintien à domicile, qui sont nettement moins développés au Québec que dans le reste du monde industrialisé : nous sommes moins nombreux à vivre à la maison jusqu'à notre décès.

Le docteur Réjean Hébert, gériatre et ancien ministre de la santé sous Pauline Marois, a dénoncé avec virulence cette situation sur les ondes de Radio-Canada : « On a fait des choses abominables aux aînés au cours de cette pandémie, on a pris des décisions insensées. C'est un véritable âgicide, c'est de l'âgisme systémique! » Il ne voit d'ailleurs aucun signe de changement chez les élus et les gestionnaires du système. N'y a-t-il pas lieu de nous demander pourquoi nous faisons les choses moins bien qu'ailleurs ?

* * * * * * * * * * * * *

Rencontre au sommet entre le Très Grand et le Très Petit



Le journal *Le Saint-Armand* a appris de source sûre que des négociations sont présentement tenues en haut lieu. Nous suivons le dossier et nous vous informerons des développements sur notre site web (journalstarmand.com).

C'est le temps de prendre votre rendez-vous pour votre dose de rappel contre la COVID-19.

Suivez la séquence de vaccination prévue et prenez rendez-vous.

Québec.ca/vaccinCOVID

Avec la dose de rappel, restez protégé plus longtemps.

Pour bien vous protéger contre la COVID-19 et ses variants, vous devez recevoir la dose de rappel et suivre les consignes sanitaires.

Votre gouvernement

Québec

DES NOUVELLES DE NOTRE-DAME-DE-STANBRIDGE

Une communauté nourricière qui réunit huit municipalités de la MRC

Carole Dansereau

Nous n'avons pas le pouvoir d'agir seuls, de faire abstraction du monde qui nous entoure et, par extension, de cette terre qui n'est qu'un infime grain de sable à l'échelle du cosmos. Il nous faut impérativement penser globalement et agir localement.

René Dubos, agronome, biologiste et écologiste (1901-1982)

Les conseils municipaux de Brigham, Bolton Ouest, Cowansville, Farnham, Frelighsburg, Lac-Brome, Saint-Ignace-de-Stanbridge et de notre municipalité, Notre-Dame-de-Stanbridge, se sont engagés à participer au développement de ce qu'il est désormais convenu d'appeler une communauté nourricière.

Pourquoi s'engager dans une telle démarche ? Je ne peux pas parler au nom des autres municipalités, mais en tant que répondante de ce dossier pour Notre-Dame, je peux dire que plusieurs raisons ont amené le conseil à le faire.

D'abord, parce que la pandémie nous aura appris l'importance d'assurer une sécurité et une autonomie alimentaire, et d'éviter ainsi d'être soumis aux aléas de la production d'aliments provenant des quatre coins de la planète, de diminuer notre énorme gaspillage alimentaire, de garantir une distribution responsable de la nourriture et de nous rapprocher des agriculteurs.

Ensuite, parce que notre municipalité s'y connait très bien en matière d'alimentation. Il suffit de s'intéresser à notre histoire pour se rendre compte que l'agriculture demeure l'essence même de notre communauté. Rappelons que Notre-Dame était considérée comme un endroit de prédilection pour l'agriculture, puisqu'elle est située sur les terres fertiles de la vallée du Saint-Laurent. Encore aujourd'hui, c'est avec Pike River, la municipalité ayant les plus importantes superficies de terre de première qualité de la MRC.

Nos ancêtres ont vraiment travaillé dur pour obtenir une terre nourricière. Ils ont défriché et cultivé les produits de la terre, ce qui n'a pas manqué d'attirer, au début du 20e siècle, des entreprises et des commerces des plus prospères. On pouvait alors y compter une centaine de fermes diversifiées. Aujourd'hui, il en reste moins d'une vingtaine (beaucoup moins diversifiées).

S'il est vrai que les choses ont changé depuis, il reste que, contrairement à bien des endroits au Québec, on trouve encore dans notre municipalité des fermes familiales et, quoique peu nombreuses, quelques entreprises de transformation et de distribution alimentaires. Pensons entre autres au Marché Gendreault. De plus, depuis deux ans, une nouvelle offre d'aliments frais et sains est proposée aux citoyens grâce à la mise en place d'un jardin pédagogique intergénérationnel et du tout nouveau P'tit Marché public, lancé l'été dernier.

Il n'en fallait pas plus pour que le conseil municipal se lance dans cette nouvelle aventure en s'associant au Centre local de développement (CLD) et à la firme de communication et marketing Orokom.

Cette dernière aura le mandat d'accompagner, durant les dix-sept prochains mois, huit municipalités de la MRC en leur proposant des outils pour développer une vision concertée et ce, avec les différents acteurs impliqués dans le domaine alimentaire. Cela comprend l'ensemble des écosystèmes, de la production à la transformation en passant par la distribution et la consommation.

Jacques de LaDurantaye

Même les enfants de l'école se sont mis au maraîchage et à la transformation de leurs récoltes…

Jacques de LaDurantaye

… ce qui a donné lieu à un nouveau marché public au village.

Le but de cette démarche ?

Il s'agit d'abord de créer des réseaux de solidarité entre les agriculteurs et les artisans locaux. Favoriser également une plus grande autonomie alimentaire afin que nos entreprises puissent transformer leurs productions et les commercialiser dans leur municipalité et leur région. Créer un dynamisme au sein des municipalités et surtout, combattre l'insécurité alimentaire.

De plus, comme on ne cesse de nous le répéter depuis un moment déjà, agir localement devient inévitablement la solution la plus durable!

Voilà certainement de beaux défis à relever au cours des prochains mois. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que, le 24 janvier, j'ai participé avec les sept autres répondants des municipalités impliquées à la première rencontre avec la firme Orokom et Leslie Carbonneau, coordonnatrice du dossier au CLD. Un beau mandat en perspective qui contribuera, j'en suis persuadée, à redéfinir notre paysage nourricier et, possiblement, à rallier une très grande majorité des acteurs concernés.

Nous vous tiendrons informés de la suite des choses.

Cornes et Sabots

À gauche, l'entreprise stanbridgeoise Cornes et Sabots élève des chèvres et transforme leur lait en fromage

LE DROIT DE SAVOIR ET LA TRANSPARENCE

Le journal *Le Saint-Armand* a récemment fait parvenir la lettre qui suit à Madame Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ainsi qu'à François Legault, premier-ministre du Québec, et à Isabelle Charest, notre députée régionale.

À droite, Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

À la ministre Andrée Laforest (MAMH)
ministre@mamh.gouv.qc.ca

Madame la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation,

Les décrets ou arrêtés ministériels émis au cours de la première vague de la pandémie de COVID-19 dans le but d'assurer la transparence en matière de gouvernance municipale sont toujours en vigueur à l'heure actuelle. Cela concerne notamment les situations où les assemblées municipales se tiennent de manière virtuelle ou quand le nombre de citoyens pouvant assister aux assemblées publiques en personne est limité. Parmi ces décrets toujours en vigueur, soulignons ceux visant l'obligation d'enregistrer l'intégrité des débats, y compris les questions du public et les réponses qui y sont apportées et de rendre accessibles au public ces enregistrements dans les meilleurs délais.

Nous avons observé que ces initiatives ont eu pour effet d'accroître l'implication citoyenne dans la gouvernance municipale dans notre région. Nombre de citoyens et de citoyennes ont dit avoir apprécié de pouvoir participer à des assemblées municipales dans le confort de leur foyer, voire y assister en différé lorsqu'il leur était impossible de le faire le soir même, ou de réentendre les détails des délibérations au besoin. Sans compter le fait que les débats sont généralement empreints de civilité et de bonne foi lorsque chacun sait que ses propos sont enregistrés et seront rendus publics.

Nous avons constaté une nette augmentation de la participation citoyenne aux assemblées virtuelles et nous avons également constaté que de nombreuses personnes partageaient ces enregistrements avec d'autres citoyens, par courriel ou sur les réseaux sociaux. Ce qui, à nos yeux, est une très bonne nouvelle pour la santé de la démocratie municipale. (voir l'article qui a été publié à ce sujet dans notre journal communautaire : https://journalstarmand.com/le-droit-de-savoir/).

Nous demandons donc au gouvernement de maintenir ces consignes après la levée des restrictions sanitaires et d'en faire une pratique obligatoire en tout temps, parce qu'on peut constater qu'elles sont de nature à bonifier la gouvernance démocratique de proximité.

Nous souhaitons qu'on oblige formellement les municipalités à offrir aux citoyens la possibilité d'assister, en tout temps, aux séances des conseils municipaux en visioconférence afin que ceux et celles qui le souhaitent puissent y participer, et à rendre publics les enregistrements intégraux de ces assemblées dans les meilleurs délais.

Respectueusement,

Pierre Lefrançois, rédacteur en chef du journal communautaire *Le Saint-Armand* qui couvre dix municipalités rurales (huit villages et deux villes) dans Brome-Missisquoi. Au nom de l'équipe du journal et des lecteurs assidus de cette publication locale.

Cc. :

MAMH-Estrie (région 05)
Steve Turgeon, directeur
Dr.Estrie@mamh.gouv.qc.ca

Richard Villeneuve, Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes
cime@mamh.gouv.qc.ca

Isabelle Charest, députée de Brome-Missisquoi
Isabelle.Charest.BRMI@assnat.qc.ca

François Legault, Premier ministre
Francois.Legault.ASSO@assnat.qc.ca

Yvan Noé Girouard, Directeur général, AMECQ
girouard@amecq.ca

Appuis politiques à la revitalisation du pôle de Bedford

À la MRC comme à Québec et à Ottawa, les maires et la population ont des appuis.

Guy Paquin

En janvier 2022, les sept maires du pôle de Bedford (Bedford, Canton de Bedford, Notre-Dame de Stanbridge, Stanbridge Station, Saint-Armand, Pike River et Saint-Ignace de Stanbridge) ont pris connaissance du plan détaillé préparé par le cabinet conseil Raymond Chabot Grant Thornton pour la relance de la région. Ils l'amenderont et devront ensuite le présenter au public.

« C'est une étape cruciale, prévient Tania Szymanski, coordonnatrice au développement des communautés à la MRC Brome-Missisquoi. Il faut que les maires soient parfaitement transparents s'ils veulent restaurer la confiance du public. Si les citoyens et citoyennes s'impliquent dans le projet, tout le reste devient possible. Sinon, on ne va nulle part. »

Tania Szymanski explique que l'appui de la MRC prendra la forme de subventions à des projets précis grâce à l'argent du Pacte Brome-Missisquoi. « Nous pouvons aussi mettre de nos experts à contribution pour coordonner certains aspects du projet. »

Soutien des deux députées

Notre députée fédérale, Pascale St-Onge, est ministre des sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Ça tombe bien : le pôle de Bedford est une région québécoise et il a bien besoin de développement.

Pascale St-Onge

« Ma porte est grande ouverte, précise-t-elle quand on lui demande comment elle voit le projet stratégique pour contrer la dévitalisation chez nous. J'ai déjà parlé avec certains maires et je trouve le projet super-intéressant. Mon rôle sera, avec mon équipe, de travailler sur des projets précis à l'intérieur du plan général, d'aider à formuler les projets et de guider vers les programmes de subventions et de soutien les plus aptes à mener au succès. Mon équipe de comté va aussi mettre l'épaule à la roue. Ma priorité sera d'aller à la rencontre des gens et de porter le ballon quand ce sera opportun. »

De son côté, Isabelle Charest, notre députée provinciale, est ministre responsable de la Condition féminine, ministre déléguée à l'Éducation et membre du Comité ministériel des services aux citoyens. « Je suis là pour appuyer et accompagner les maires et le public dans la lutte à la dévitalisation du pôle, rappelle-t-elle. J'appuie le projet du comté sur les nouveaux modes d'accès à la terre. Le gouvernement actuel veut permettre le morcellement

Isabelle Charest

des terres et faciliter ainsi la venue de nouveaux agriculteurs. Dans le passé récent nous avons soutenu des projets destinés à offrir des loisirs aux jeunes, rendant ainsi la région plus attrayante. Le projet de piste de planche à roulettes (le *pump track*) de Bedford en est un exemple. »

Avec une MRC enthousiaste et deux députées-ministres comme anges-gardiennes, la revitalisation du pôle de Bedford a de puissants leviers. Reste aux maires à mobiliser le public.

Accord de principe en vue pour les huit municipalités

Guy Paquin

Le 20 janvier dernier, 34 élus du pôle de Bedford (Notre-Dame-de-Stanbridge, Pike River, Saint-Armand, Bedford, Canton de Bedford, Stanbridge East, Saint-Ignace-de-Stanbridge et Stanbridge-Station) ont assisté par Zoom à la présentation du plan de relance par la firme Raymond Chabot Grant Thornton. Selon Daniel Tétreault, maire de Notre-Dame, la réaction des élus a été positive et enthousiaste.

« La volonté de travailler ensemble, d'unir les forces plutôt que de s'enfermer dans le chacun pour soi était palpable, a-t-il confié. Il faut dire que les résultats des récentes élections municipales de 2021 ont amené beaucoup de sang neuf à la table. » Selon lui, certaines de ces recrues ont exprimé leur surprise d'apprendre que, dans le passé récent, certaines municipalités branlaient dans le manche face à ce projet collectif.

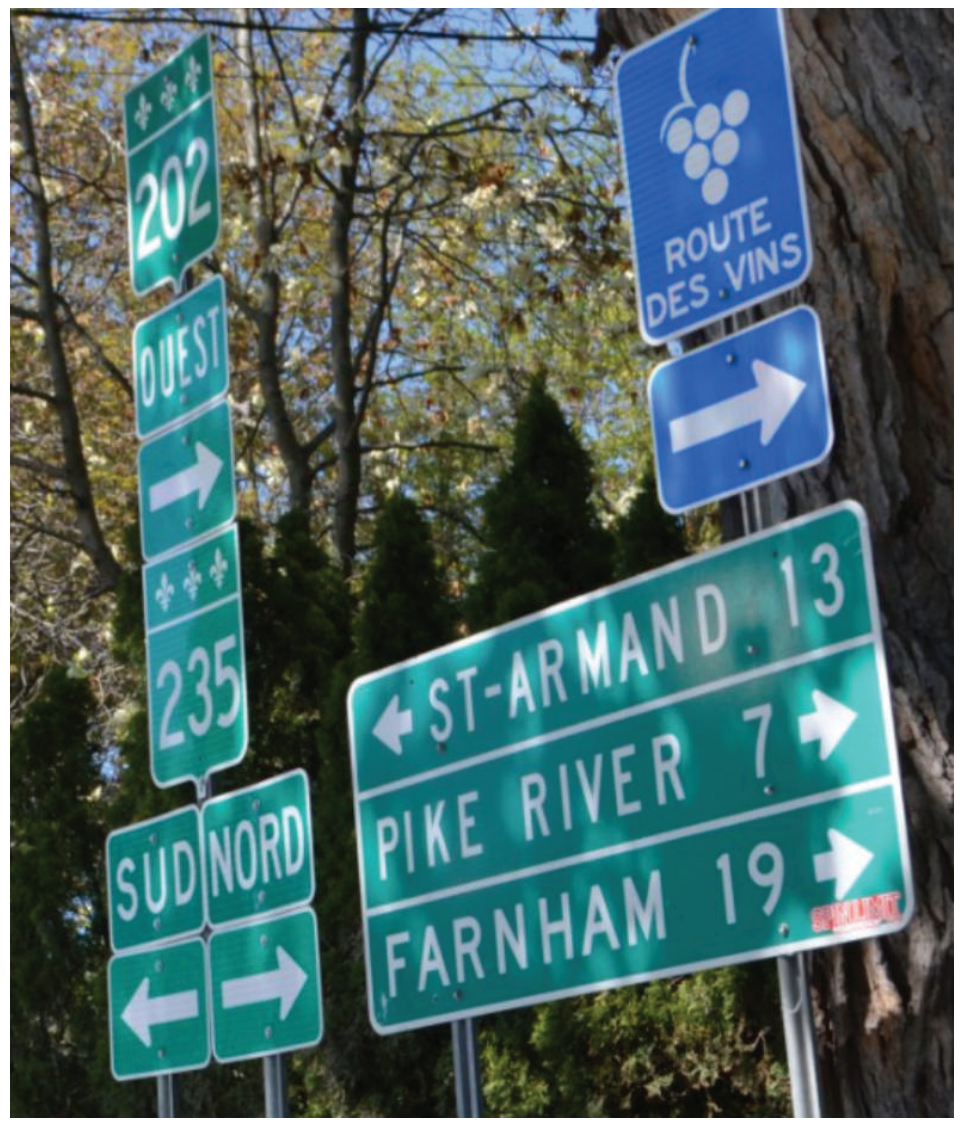
D'autre part, il vaut la peine de signaler que trois conseillers de Stanbridge East ont assisté avec beaucoup d'intérêt à cette présentation d'un projet qui, jusqu'à tout récemment, ne soulevait guère l'enthousiasme de leur maire.

« Je crois, souligne Daniel Tétreault, qu'on est de plus en plus conscient que le refus de travailler ensemble mène droit dans le mur. Je pense qu'on a aussi compris qu'au lieu de se tirailler pour attirer à tout prix les projets dans sa cour, on choisira de les loger là ou ils feront le plus de bien à l'ensemble des communautés municipales.

La suite au début de février

Et maintenant, à quoi s'attendre? Le maire de Notre-Dame explique que les municipalités recevront fin janvier le libellé d'une motion adoptant le plan stratégique de façon officielle. Les conseils municipaux pourront ajuster le texte avant de le soumettre au vote.

« Ces résolutions étant adoptées, nous demandons à chaque conseil de nommer deux élus comme représentants de leur municipalité à la table du comité de travail sur la relance, explique-t-il. Ça doit aussi se faire aux assemblées municipales de février pour qu'on puisse commencer le travail au plus tôt. »



Ce comité aura à déterminer par quels projets commencer. « Qu'on ne s'attende pas à ce que nous commencions par quelque projet pharaonique à coups de millions, prévient-il. Faut commencer par marcher avant de courir. »

Il faudra aussi que le public, les entreprises, le monde agricole, les organismes communautaires montent à bord.

DES NOUVELLES DU PÔLE DE BEDFORD

Combattre la dévitalisation, l'exemple de la Matapédia

Guy Paquin

Dans le pôle de Bedford, les élus et les citoyens se mobilisent et se donnent un plan stratégique pour combattre les pertes de population et de services qui nous frappent depuis des années. En un mot, combattre la dévitalisation. La lutte sera dure et longue. Si on devait vivre des moments de découragement, l'exemple des autres qui réussissent devrait nous soutenir. La MRC de la Matapédia est l'un de ces exemples stimulants.

Descente dans les limbes

De 2002 à 2017, la Matapédia a fait face à une dévitalisation importante. Un chiffre illustre clairement la descente aux limbes : entre ces deux années, la population de la MRC est passée de 20 000 personnes à 17 800, et la tendance ne donnait aucun signe d'essoufflement.

Pire encore, les services de santé essentiels comme ceux qu'offrait l'hôpital d'Amqui, bloc opératoire, obstétrique etc., allaient disparaître. En effet, en 2015, le ministère de la Santé, sous Gaétan Barrette, a vu dans le recul de la population une occasion en or de faire des économies.

Le ministère a donc annoncé que ces services seraient déplacés à Rimouski, à 103 kilomètres de là, tandis que les cadres, jusque-là sur place et disponibles aux opinions des élus, suivraient cet exode.

Ras-le-bol!

Du coup, la population et les élus régionaux, qui cherchaient déjà des moyens de contrer la dévitalisation, sont montés aux barricades. « Il n'y avait qu'un moyen efficace de résister et c'était que les citoyens eux-mêmes, les électeurs, expriment haut et fort leur ras-le-bol, se souvient Michel Mc Nicoll, ex-maire de Saint-Léon-le-Grand. Avec le soutien financier de la MRC, on a organisé le Forum sur la santé et on y a réuni 250 citoyens et citoyennes. Il est évident qu'on venait de changer le rapport de force. »

Chantale Lavoie est préfète de la MRC depuis 2009. Elle aussi voit dans ce comité de citoyens un levier politique inestimable. « Les élus, ça n'impressionne pas nécessairement le ministre. Mais un comité d'électeurs, c'est une force véritable. »

Résultat : les services sont restés à Amqui.

Freiner la dévitalisation et remonter des limbes

À Amqui et dans toute la vallée de la Matapédia, on s'est donné un plan global qui s'applique dans 18 municipalités et une centaine d'organismes et d'entreprises. C'est l'Écoterritoire habité de la Matapédia.

« Ça fonctionne depuis à peu près 10 ans et ça dispose d'un fonds de 5 millions de dollars pour la période des 5 prochaines années, explique Chantale Lavoie. L'argent est versé par le ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation. Nous avons embauché une personne spécialisée en attractivité, pour ramener les jeunes chez nous. On s'est aussi donné une agente touristique. On a une ressource culturelle et patrimoniale (avec un fonds de 40 000 $) et un service d'incendie régional. Bref, on peut dire que la MRC fonctionne comme une coopérative de services. »

Sans compter la trousse d'accueil pour nouveaux arrivants, les jardins intérieurs, les efforts pour exploiter la forêt de façon durable (d'où le mot Écoterritoire), etc. Tout cela a permis de freiner de façon spectaculaire la déperdition de population. De 2017 à 2020, celle-ci est restée à peu près stable. « Pour la même période, affirme la préfète Lavoie, on a un bilan migratoire positif. »

Miracle? Non. L'action concertée et la vaste mobilisation populaire ont fait le travail. Voilà un mode d'emploi pour sortir des limbes.

Cette approche peut s'appliquer chez nous également, par exemple, pour contrer l'expulsion des résidents des Villas des Rivières. Comme le dit si bien Chantale Lavoie, les élus tout seuls ça n'a jamais autant de pouvoir que les élus appuyés par la population.

DES NOUVELLES DE DUNHAM

La ville relance son filet de solidarité

Nathalia Guerrero Vélez

Préoccupés par la situation des personnes vulnérables et isolées, les fondateurs du filet de solidarité de Dunham ont demandé au conseil municipal de relancer celui-ci afin d'assurer que « personne ne tombe entre les craques », explique Michel Moreau, directeur de l'école de la Clé-des-Champs, l'un des initiateurs du projet et pompier de surcroît.

Lors du premier confinement et de la première vague, Maude Ménard Dunn ainsi que d'autres citoyens l'ont approché pour lui confier leurs inquiétudes concernant les aînés et les personnes en difficulté. C'est avec son appui et celui des enseignants de l'école que ce filet citoyen a vu le jour. « Les deux besoins prioritaires que nous avions identifiés, explique le directeur, étaient celui de faire des appels téléphoniques pour s'assurer que les gens allaient bien et celui d'organiser la livraison des épiceries et des dépannages alimentaires. »

Très rapidement, une cinquantaine de bénévoles se sont mis au travail. Coordonnées par les enseignants, deux équipes se sont formées, l'une pour téléphoner aux personnes concernées, l'autre pour leur livrer les denrées ramassées au IGA ou Chez Ben, ou les paniers de la banque alimentaire du Centre d'action bénévole de Cowansville. « Je n'ai jamais vu une initiative citoyenne de cette ampleur, a confié Maxime Boissonneault, le directeur général de la ville de Dunham. C'est un exemple d'engagement et d'implication citoyenne qui pourrait inspirer toutes les autres municipalités. »

« En plus des paniers qui ont été livrés à domicile à Dunham et à Frelighsburg, ces courageux bénévoles ont appelé tous les citoyens de Dunham et ont assuré le suivi », de préciser Michel Moreau.

Bien que la situation actuelle ne soit pas la même qu'en 2020, le confinement n'étant pas total, il y a de plus en plus des personnes qui éprouvent des difficultés. C'est le cas, notamment de certains grands-parents dont les enfants vivent loin et ne peuvent s'occuper d'eux. Il y a aussi des travailleurs et des familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. « Nous recevons beaucoup des demandes des personnes qui sont isolées, explique Maxime Boissonneault. Mais parfois il y a aussi des personnes qui sont gênées de demander de l'aide et c'est pour cela que la ville veut devenir un agent accompagnateur et assurer ainsi la pérennité des initiatives comme le filet. »

Le directeur de l'école et ses complices ont offert à la ville de reprendre l'initiative et d'utiliser les outils qu'ils ont développés, tels que leur page Facebook.*

La ville est maintenant à la recherche de bénévoles pour remettre le filet en place et répondre aux besoins actuels des personnes vulnérables. Si vous souhaitez vous y joindre, vous pouvez vous inscrire par l'intermédiaire du site web du Centre d'action bénévole de Cowansville** en spécifiant que vous désirez contribuer à cette initiative citoyenne hors pair!

*facebook.com/Filet-de-solidarit%C3%A9-de-Dunham-100583864936227
**cabcowansville.com/boutique/create_account_benevole.php
ou téléphoner au 450-263-3758.

Inondations de 2011 : que faire pour éviter que le scénario se répète?

Anthoni Barbe (OBVBM) avec la collaboration du *Saint-Armand*

Au printemps 2011, en conséquence de la fonte des neiges et de quelques fortes pluies, le lac Champlain débordait, de même que la rivière Richelieu dans laquelle il se déverse. Des deux côtés de la frontière qui sépare le Québec et les États-Unis, on a dénombré des dizaines de milliers de sinistrés. La Commission mixte internationale (CMI), qui est chargée de la gestion des eaux transfrontalières, a été mandatée pour déterminer les causes et les conséquences de ces inondations et proposer des solutions permettant de limiter les dégâts en cas de situations semblables dans le futur.

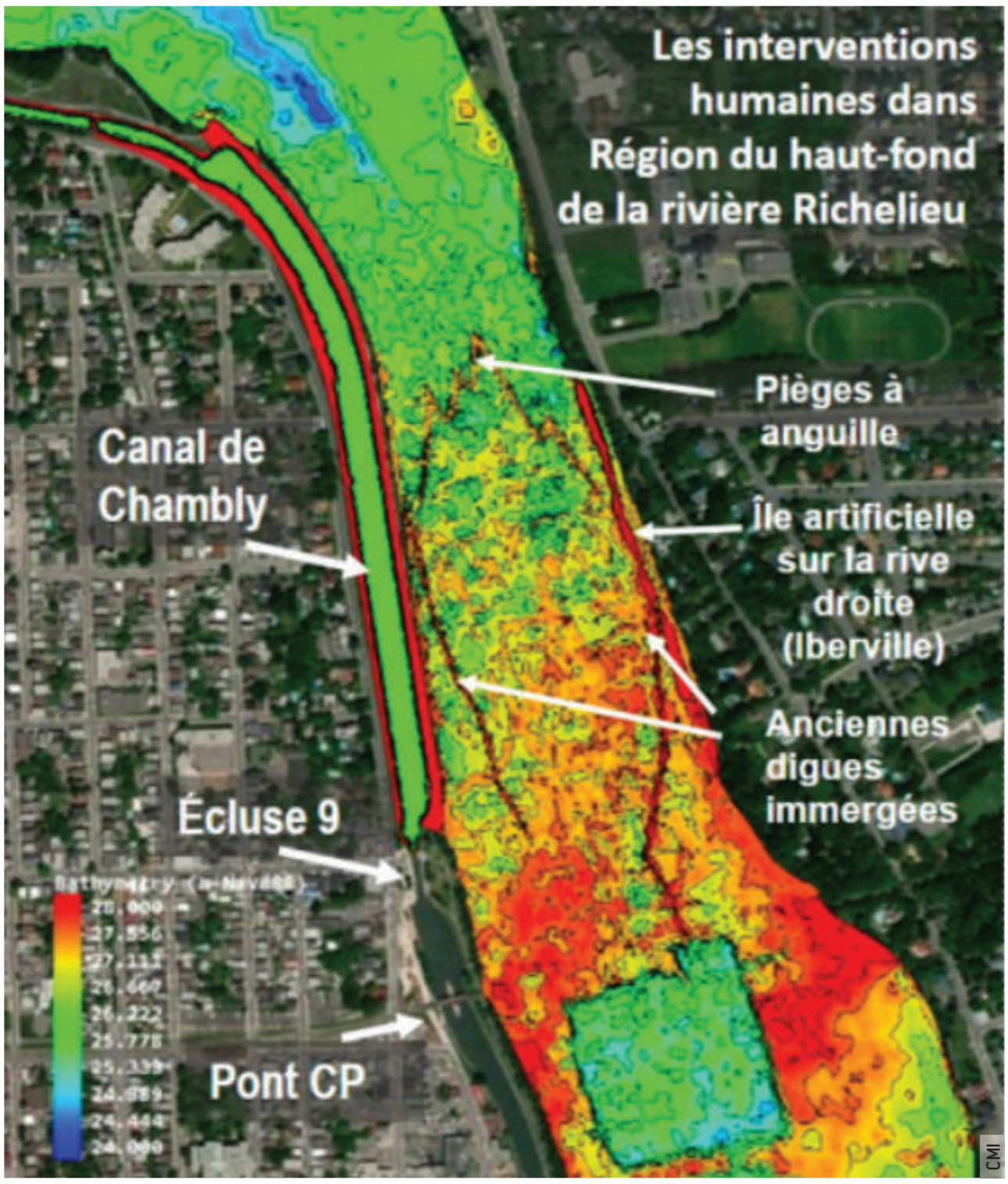
Ces inondations ont fait l'objet de plusieurs rapports et consultations publiques. Le 22 décembre, la CMI publiait d'ailleurs son dernier rapport sur le stockage des eaux dans le bassin versant* après avoir livré, en mai, les résultats de son étude sur les solutions potentielles de nature structurelle dans le but de contribuer à diminuer le niveau d'eau lors des crues**.

Le stockage des eaux de crues : plus complexe qu'il n'y paraît

Les milieux humides peuvent absorber de grandes quantités d'eau lors des crues. Selon les modélisations de la CMI, les 1684 km² de milieux humides présents dans le bassin versant ont permis de faire baisser de 12 cm le niveau de l'eau du lac Champlain lors des inondations de 2011. Parmi les solutions possibles, il serait donc avantageux d'augmenter la superficie des milieux humides dans le bassin versant.

Cependant, la CMI estime qu'il faudrait accroître la superficie existante des milieux humides de 647 km² pour faire baisser le niveau de l'eau de 5 cm supplémentaires lors des prochaines crues. À titre de comparaison, la superficie de l'île de Montréal est de 472 km². Pour atteindre l'objectif ciblé, il faudrait donc aménager une étendue considérable de milieux humides au Québec, de même que dans les états du Maine et du Vermont.

Une autre solution consisterait à rediriger temporairement les eaux de crues vers des terres agricoles. Cependant, il faut savoir que pour faire baisser de 4 cm le niveau du lac, il faudrait disposer de 2256 km² de terres où stocker temporairement ces eaux. Une fois de plus, compte tenu des importantes superficies requises, cette solution est difficilement applicable.

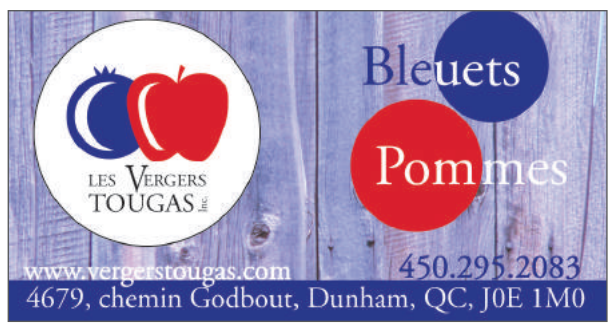


Les structures immergées et les autres ouvrages qu'on pourrait retirer du lit de la rivière Richelieu afin d'abaisser le niveau de l'eau du lac Champlain

Vestige de piège à anguilles

Les solutions structurelles les plus prometteuses

Il semble plus prometteur d'envisager des solutions structurelles qui permettraient à la rivière Richelieu de retrouver le profil naturel que présentait son lit avant les multiples interventions humaines qui ont réduit sensiblement sa capacité à drainer efficacement le lac Champlain. En effet, d'anciennes digues submergées au fond de la rivière ont pour effet d'élever le niveau de l'eau du lac, notamment les vestiges d'un piège à anguilles à hauteur de Saint-Jean-sur-Richelieu. Son retrait, de même que celui d'autres digues, contribuerait à faire baisser le niveau du lac de quelque 10 cm.



Par ailleurs, une petite partie des eaux du Richelieu pourrait être redirigée vers le canal de Chambly. Cette solution, conjuguée au rétablissement du fond de son lit, permettrait de faire baisser de 15 cm le niveau maximal estimé du lac. Ces mesures contribueraient également à limiter la baisse du niveau de l'eau en période de sécheresse.

À temps pour les prochaines inondations ?

À la lumière des mesures proposées par le CMI, on constate que la préservation des milieux humides et la bonne gestion des aménagements du lit de la rivière Richelieu permettraient d'atténuer les effets d'inondations ayant l'ampleur de celles qu'on a connues en 2011. Cependant, les études de la CMI montrent également qu'il est possible, voire probable, que nous connaissions un jour des inondations encore plus importantes que celles de 2011. La question demeure : aurons-nous pris alors les moyens pour faire face à la situation ?

* Consulter l'étude : https://journalstarmand.com/stockage-des-eaux-de-crue
** Consulter l'étude : https://journalstarmand.com/solutions-structurelles

Vous êtes témoin d'inondations près de chez-vous? Faites-nous parvenir vos photos afin de nous aider à documenter les limites maximales des hautes eaux, à info@obvbm.org

DES NOUVELLES DE LA BAIE MISSISQUOI

Azote et cyanobactéries

Nathalie Fortin (CNRC) avec la collaboration du *Saint-Armand*

Des chercheurs du Conseil national de recherches Canada dont je fais partie, ainsi que des universités McGill et de Montréal, ont publié récemment dans le journal scientifique *Microorganisms* les résultats de leur étude réalisée dans la portion québécoise de la baie Missisquoi du lac Champlain*.

Selon leurs données, pour réduire les proliférations de cyanobactéries, on ne doit pas prendre en compte que le phosphore, dont on connait les effets néfastes à cet égard, mais également l'azote, nutriment qui les favorise grandement. Or, on a trouvé des concentrations spectaculaires de ces deux nutriments dans la rivière aux Brochets et dans la baie Missisquoi à la suite de fortes pluies.

L'azote provient surtout de l'agriculture et des secteurs urbanisés

Lors des campagnes d'échantillonnage qui ont été effectuées pendant deux années consécutives entre le début du mois d'avril et la fin du mois d'octobre, on a retrouvé différentes formes d'azote dans les échantillons d'eau prélevés, notamment de l'azote organique, de l'azote ammoniacale et des nitrates. Ces formes proviennent, entre autres choses, du drainage souterrain, du lessivage des engrais chimiques et organiques (fumier/lisier), des fosses septiques défectueuses et des débordements provenant des ouvrages de surverse et des stations d'épuration des eaux usées.

Les chercheurs suggèrent que les engrais soient incorporés dans le sol lors des périodes de fertilisation et que les agriculteurs évitent l'épandage quand les risques de précipitations sont élevés. En ce qui a trait aux surverses d'eaux usées, ils recommandent qu'un financement adéquat soit octroyé aux municipalités afin de les aider à moderniser leurs infrastructures de manière à les adapter aux évènements de pluie intense qui, à cause des changements climatiques, sont de plus en plus fréquents.

Impressionnante diversité de cyanobactéries dans la baie Missisquoi

L'équipe de chercheurs a recensé jusqu'à présent plus de 42 espèces de cyanobactéries dans la baie Missisquoi, la majorité d'entre elles étant reconnues pour secréter des toxines. Cette diversité impressionnante fait état d'une communauté microbienne très bien outillée et polyvalente, capable d'utiliser l'azote et le phosphore sous une multitude de formes. Cela montre l'importance de réduire l'apport des deux types de nutriments afin d'améliorer le plus rapidement possible la qualité de l'eau de la baie Missisquoi.

Le financement pour ce projet provient du programme Genomics Research and Development Inititiative (GRDI), du gouvernement du Canada, ainsi que de Génome Canada et Génome Québec dans le cadre du projet Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics (ATRAPP).

*Consulter l'étude : https://journalstarmand.com/azote-phosphore-baie-missisquoi

Tortue géographique (*Graptemys geographica*) entourée des eaux verdâtres de la rivière aux Brochets. Cette couleur verte est due à la prolifération des cyanobactéries.

Florencia Saravia : des hautes montagnes de la Patagonie à Dunham

Nathalia Guerrero Vélez

Récemment élue conseillère municipale à la ville de Dunham, Florencia Saravia vient pourtant de loin puisqu'elle est née à Buenos Aires, capitale de l'Argentine, il y a 35 ans. Cependant, ses plus beaux souvenirs lui viennent des années passées avec ses parents dans la campagne patagonienne, où ils s'étaient installés alors qu'elle avait cinq ans. « J'adorais les montagnes, les lacs et les étoiles, confie-t-elle de cet agréable accent musical propre aux Argentins. Nos seuls voisins étaient des Mapuches, les autochtones de l'endroit, et des paysans. » Six ans plus tard, ses parents, Fabio et Brenda, éprouvent le désir de voyager avec leurs quatre enfants et c'est au Québec qu'ils débarqueront, sans se douter alors qu'ils ne retourneront jamais vivre dans leur pays d'origine.

Arrivés en mars 1998, peu de temps après le grand verglas, tous se mettront à l'apprentissage du français en même temps que les parents chercheront des petits travaux à faire ici et là, et que les enfants iront à l'école et entameront leur intégration dans la société québécoise. « Aujourd'hui, confie la jeune femme, mes propres enfants ont l'âge que j'avais quand je suis arrivée et cela me fait comprendre beaucoup de choses sur mon enfance et sur tout ce que mes parents ont pu vivre en déménageant ici avec quatre enfants adolescents. J'ai compris récemment que quand on immigre, en étant enfant, on doit se réapproprier l'image de ses parents et accepter qu'ils en présentent une nouvelle. »

Comme beaucoup d'immigrants de partout dans le monde, les parents de Florencia Saravia étaient des gens respectés en Argentine. Sa mère avait fondé une école pour personnes handicapées et son père était un agronome reconnu. Une fois arrivés dans leur nouveau pays, tout cela a changé bien sûr, les nouveaux arrivants se trouvant dans l'obligation de se refaire une nouvelle vie : nouveau métier, nouvelles expériences, nouveaux réseaux sociaux. Il faut reconstruire ce qu'on avait mis une vie à bâtir.

Nathalia Guerrero Vélez

À l'issue de ses études au cégep et d'un long voyage en Amérique latine en compagnie de Benoit, son amoureux, la jeune adulte qu'elle était alors reviendra au Québec et complètera un baccalauréat en urbanisme à l'UQAM. Et donnera naissance à sa première fille. Puis à sa deuxième. Ce qui ne l'empêchera pas de décrocher durant cette période un diplôme d'études supérieures spécialisées en planification territoriale et aménagement du territoire.

La vie et sa magie amèneront le jeune couple et leurs deux enfants à s'installer un jour dans ce cadre pastoral que constitue le parc-nature du Cap-Saint-Jacques de Pierrefonds où ils font office de gardiens puis, grâce aux services de maillage offerts par l'organisme L'ARTERRE (qui jumelle propriétaires terriens et aspirants-agriculteurs), à débarquer à Sutton il y a six ans. « je connaissais la campagne de Patagonie, mais pas celle du Québec, confie Florencia Saravia. Ce fut le début d'une très belle aventure et, deux ans plus tard, nous avons déménagé à Dunham et commencé la construction de notre maison. »

D'abord embauchée comme chargée de projet pour l'organisme Avante de Bedford, elle a ensuite agi comme conseillère en entreprenariat pour le Carrefour Jeunesse Emploi de Cowansville. Ces expériences de travail lui ont permis de découvrir la population anglophone de la région et, en même temps, d'aider des jeunes de 16 à 29 ans à se responsabiliser. Depuis quelques mois, elle occupe le poste de conseillère aux entreprises au Centre local d'emploi de Brome-Missisquoi.

Elle prendra une autre grande décision, celle de se porter candidate comme conseillère municipale à Dunham. L'idée de faire de la politique au niveau municipal ne lui avait jamais traversé l'esprit jusqu'à ce jour de l'automne 2021 où l'écologiste Laure Waridel appelle les citoyens à s'impliquer à ce palier de gouvernance. Constatant qu'il y a peu de femmes candidates aux postes de conseillers-conseillères de Dunham et désireuse d'apprendre à ses filles à faire partie du changement, elle fait le saut en politique et remporte le siège numéro 3, face à deux autres candidats. Nul doute que son expertise en développement communautaire et territorial, ainsi que sa vision de la place des femmes dans l'univers et de l'importance de la diversité enrichiront les débats des mardis du conseil. Si elle a remporté son premier pari le soir des élections, il semble que le deuxième soit en passe de se concrétiser puisque Anahi, sa fille de 11 ans, a été élue mini-mairesse par les élèves de l'école...

L'Oseraie riveraine
Paulette Vanier et Pierre Lefrançois
Fondateurs et directeurs
450 248-7251, 514 246-7251
Services de consultation et d'implantation d'une oseraie en territoire rural en général et agricole en particulier.
Érection de structures en saule vivant.
loserivobnl@gmail.com

Relance des Festifolies

C'est un rendez-vous en septembre!

Fin novembre dernier, après deux années d'inactivité imputables à la pandémie, l'équipe des Festifolies faisait un appel à la communauté pour recruter des gens désirant s'engager dans l'organisation de la 7e édition du festival, qui se tiendra en septembre sur les rives de la baie Missisquoi dans le secteur Philipsburg de Saint-Armand. Exceptionnellement cette année, pour des motifs de financement, l'équipe a décidé de reporter à septembre l'événement, qui se déroulait habituellement en juin.

La réponse à l'appel a été tellement enthousiaste, que le conseil d'administration des Festifolies compte désormais neuf membres, dont Léandre Monette, jeune compositeur et concepteur sonore pour jeux vidéo originaire de Philipsburg, qui a accepté d'en assumer la présidence (voir notre article publié en 2011 : https://journalstarmand.com/le-pianiste-du-8e-ciel/).

Le conseil d'administration a confié à François Marcotte, fondateur et ex-directeur des Festifolies, le mandat d'assurer la coordination intérimaire du festival en l'absence de Véronique Paglieri-cci-Hauteclocque, la nouvelle directrice générale, qui est actuellement en congé de maternité.

Conseil d'administration

Léandre Monette, président
Isabelle Charlebois, vice-présidente
Serge Boivin, trésorier
Marie-Claude Guévin, secrétaire
Administrateurs : Louise Charlebois, Viviane Crevier, Clara Groulx-Swennen, Véronique Paglieri-cci-Hauteclocque, Matteo Pellegrini

Léandre Monette

Le café sort du Café

sans frontières

Sur la place publique devant le 450 chemin Bradley
samedi et dimanche, les 12 et 13 février,
de 11 heures à 14 heures

Délicieuse soupe et pain (4 $) préparés sur place
pour souligner la réouverture graduelle du café!

À l'occasion du Mois de l'histoire des noirs

LES NOIRS DE SAINT-ARMAND!
Légende ou vérité ?

Une causerie de GUY PAQUIN, avec son invité FAISOU SANI de Solidarité ethnique régionale de la Yamaska

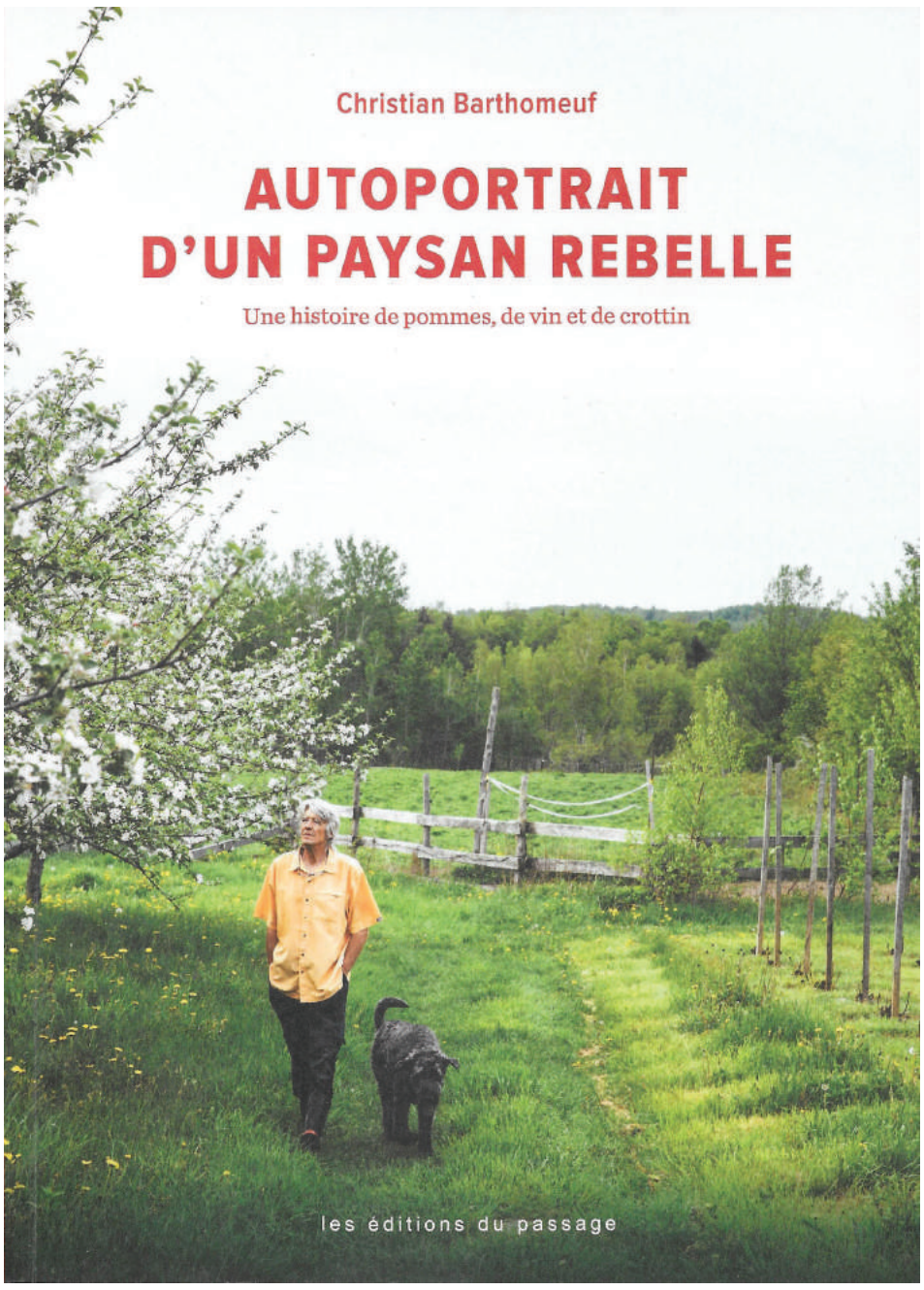
Samedi 26 février à 10 heures

Salle communautaire de Saint-Armand, 444 Chemin Bradley

Il est possible que l'événement soit reporté au printemps en raison de la pandémie

Autoportrait d'un paysan rebelle, une histoire de pommes, de vin et de crottin

Josée Beaudet



Virginie Gosselin

Christian Barthomeuf devant des vignes conduites à la verticale

Christian Barthomeuf, l'auteur de ce livre, est un personnage holistique, autrement dit quelqu'un dont l'ensemble est plus que la somme de ses parties.

Français de France et Québécois du Canada, carrossier, photographe, explorateur, cinéaste, inventeur, entrepreneur, créateur, philosophe, vendeur, savant, éducateur. Et surtout autodidacte. C'est plus juste : Christian Barthomeuf est un autodidacte tous azimuts, holistique.

Quand, adolescent, il décide de quitter l'école où il s'ennuie, il sera dirigé vers un centre d'orientation professionnelle dans le but que soient débusqués ses talents cachés. L'histoire ne dit pas si on les a trouvés, mais c'est alors qu'il a été déclaré autodidacte, donc apte à réussir toute entreprise qui le passionnerait.

C'est grâce à cette grande qualité qu'il est aussi devenu écrivain et a publié, en 2020, *Autoportrait d'un paysan rebelle*, livre dans lequel il relate l'histoire de ses vies et le long cheminement qui l'a amené de la région de Clermont-Ferrand, son coin natal, jusque sur les pentes du mont Pinacle. Surtout ce qui a amené un petit garçon passant ses étés sur la ferme familiale de Fons en Auvergne à boucler la boucle et à retrouver sur les flancs des Appalaches des façons ancestrales et respectueuses de travailler la terre pour qu'elle nous donne le meilleur d'elle-même.

Dans le premier quart de ce livre inspirant, dont l'une des préfaces est de Laure Waridel, l'auteur relate sa petite enfance, son adolescence et le début de sa vie adulte dans son pays d'origine. Le style est enlevé, le ton enjoué et humoristique, ça dévale, ça déboule, ça sent bon, c'est plein de tendresse et de joie de vivre; on y est, on y vit avec lui. C'est l'histoire d'un début de vie heureux et sans soucis.

Non pas que le Québec, où arrive Christian Barthomeuf en 1974 à l'âge de 24 ans, soit un lieu de douleurs ou de contraintes, mais parce qu'il y passera du stade de l'homme plus ou moins frondeur à celui de l'homme toujours fonceur, mais responsable, celui qui va créer, découvrir, innover avec les échecs et les succès que comporte toute entreprise nouvelle. Et c'est une rencontre fortuite avec un autre « maudit Français » en 1977, Stéphane Bellegarde, qui va lui faire connaître notre belle région.

À compter de ce moment dans le livre, le rythme du récit change, il ralentit, la vie est découpée en tranches plus fines, une philosophie d'être s'installe tranquillement entre

Christian Barthomeuf

Brigade de poules à l'ouvrage dans le vignoble

les anecdotes, les hauts-faits et les plus ou moins grandes catastrophes. Pour soutenir ce nouveau ton, de brèves questions pertinentes, qui centrent, alignent ce qu'on pourrait appeler le parcours du combattant, sont posées par Julie Aubé*.

Fondateur du Domaine des Côtes d'Ardoise à Dunham, premier vignoble en terre québécoise, Christian Barthomeuf a aussi été le premier à faire du vin de glace au Québec en plus d'être l'inventeur mondial du cidre de glace. Il a fondé deux autres vignobles renommés, la Chapelle Ste-Agnès de Sutton (aujourd'hui Domaine Dumont Chapelle Ste-Agnès) et le Clos Saragnat à Frelighsburg, son entre-

Christian Barthomeuf

Pommiers en fleurs

prise actuelle. Il a fait ses classes de vigneron, sur le tas, apprenant patiemment les leçons de la terre.** À ses débuts dans le métier, il utilisait des produits chimiques pour se débarrasser des insectes nuisibles envahissant ses vignes. Aujourd'hui, c'est un fervent apôtre de la culture fondamentale qui laisse le soin à la nature de s'autoprogrammer, que ce soit dans son vignoble ou dans son verger. Ce qui ne veut pas dire désordre et envahissement. Il suffit de s'aventurer dans la superbe cour du Clos Saragnat pour constater qu'il n'y a dans l'environnement de Christian Barthomeuf aucune perte de contrôle.

Autoportrait d'un paysan rebelle est la publication d'un homme aux talents multiples dont le parcours pas banal fait maintenant partie de notre histoire collective locale et, plus encore, de celle d'une humanité aux frontières perméables qui se doit d'apprendre à vivre correctement si elle veut survivre. C'est aussi l'histoire d'un innovateur qui a eu envie de remettre les pendules à l'heure, ce pionnier n'ayant pas toujours fait l'unanimité autour de lui.

Son récit est parsemé de ce qu'il appelle des « leçons de vie », apprises non seulement dans son enfance et à travers ses essais et erreurs d'adulte, mais aussi au cours des voyages vécus en compagnie de Louise, qui est de toutes ses aventures et qu'il appelle sa « camarade de vie ». Désormais, tous deux s'astreignent à « ne faire que ce dont ils ont besoin » et si la vente de ce livre devait rapporter quelques bénéfices, ceux-ci seraient intégralement offerts à une fondation de l'Estrie venant en aide aux enfants défavorisés.

Ce beau livre publié par les Éditions du Passage, est magnifiquement illustré par les photos de Virginie Gosselin. Une mise en page soignée, des phrases percutantes au

Christian Barthomeuf

Cidre de glace en devenir

début de chacun des différents chapitres, une écriture franche et limpide, de la couleur, de la vie, en font un régal.

En attendant le renouveau du printemps et la chaleur de l'été, on peut plonger dans ce bouquin toujours accessible en librairie pour y puiser du plaisir et des connaissances nouvelles.

* Julie Aubé, une vedette de l'agrotouristique et du « bien manger », est une amie de longue date de Christian Barthomeuf. Elle a publié *Prenez le champ! et Mangez local!* aux Éditions de l'Homme.

** « La terre nous en apprend plus sur nous que tous les livres. Parce qu'elle nous résiste. L'homme se découvre quand il se mesure avec l'obstacle. » Ces deux phrases d'Antoine de Saint-Exupéry citées par Christian Barthomeuf en page 15 résument parfaitement sa philosophie de vie.

Christian Barthomeuf

Fruits gelés sur les pommiers

L'orme de Thomas de Saint-Armand

Charles Lussier

Les butons calcaires entre le cœur villageois de Saint-Armand et la baie Missisquoi constituent l'habitat de nombreuses plantes rares. Ce substrat dolomitique, calcaire et rocailleux explique la présence de l'orme liège aussi nommé « orme de Thomas » ou « orme à grappes ». Il existe dix espèces d'ormes en Amérique du Nord dont trois sont indigènes au Québec : le grand orme d'Amérique ou orme blanc (*Ulmus americana* Linnaeus) qui, à 35 mètres de hauteur, domine, l'orme rouge (*Ulmus rubra* Mühl.) et l'orme liège (*Ulmus Thomasii* Sargent). Les Américains le nomment *rock elm* ou *cork elm*. En langue abenakie, l'orme c'est le *a ni bi*.

L'orme liège a un port à cime cylindrique, légèrement ovale comme les frênes, plutôt qu'un port étalé en parasol comme ses deux cousins. Au Québec, il atteint rarement les 25 mètres de hauteur; son diamètre, à hauteur de poitrine, est de 50 à 60 cm. Ses branches principales sont relativement courtes, à crêtes liégeuses, souvent noires, les inférieures réclinées ou légèrement

Grand orme liège de 20 mètres avec ses branches inférieures réclinées, au nord du cœur villageois de Saint-Armand.

horizontales. Ses rameaux sont courts, tordus, noirs ou gris foncé, s'apparentant ainsi à certaines variantes liégeuses du chêne à gros fruits. D'où le nom anglais de *cork elm*. Son écorce est gris foncé, crevassée, à larges crêtes entrecroisées, davantage que les deux autres ormes.

Les feuilles sont alternes, doublement dentées, symétriques ou presque. Elles sont coriaces, le dessus est vert foncé et lisse, le dessous plus pâle et légèrement pubescent. De leur côté, l'orme rouge et le blanc ont des feuilles plus asymétriques, souvent plus rugueuses et pubescentes. L'orme de Thomas est le seul ayant des fleurs en racèmes (en grappes) qui sortent du début mai à la mi-mai. Ses fruits sont des samares elliptiques ou ovales, ses graines enflées ressemblent à celles du tournesol. L'arbre préfère les sols rocailleux, minces, calcaires. On le trouve sur les buttes, les crêtes, en limites de champs, d'où sa présence dans la zone ouest du village de Saint-Armand.

Le nom d'orme de Thomas est associé à David Thomas (1776-1859) un ingénieur civil américain devenu fermier, botaniste et pomologue dans l'État de New York. C'est lui qui a observé et communiqué ces caractéristiques physiologiques.

Rareté

L'aire de répartition de l'orme de Thomas se trouve dans les États américains au sud des Grands Lacs et de la vallée supérieure du Mississipi. En périphérie nord de son aire, soit dans le sud du Québec, au Vermont et dans l'État de New York, il est en déclin. Il est considéré comme rare dans 11 des 22 États américains où il est présent. Le sud-ouest du Québec correspond à l'extrémité nord-est de cette aire avec des colonies présentes dans la vallée élargie de l'Outaouais, dans la région de Montréal, en Montérégie et jusqu'à Joliette. Selon le système de classement du Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec (CPDNQ), il a le statut d'espèce menacée de rang 2.

Au Québec, le nombre de colonies est estimé à une centaine. Cinquante-cinq d'entre elles sont considérées comme historiques, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été vues depuis au moins 20 ans, et 32 comptent moins de 100 tiges. Plusieurs, dont les trois colonies de Saint-Armand, ont entre 3 et 15 tiges, pour un total de 20. La plus grande colonie se trouve dans la région de Joliette avec plus de 1800 tiges. Dans tout le Québec, on en compote au moins 2500. Il serait d'ailleurs souhaitable de dresser à court terme un nouvel état de la situation de cette espèce dans la province.

L'espèce est très vulnérable aux deux champignons causant la maladie hollandaise, observée pour la première fois à Saint-Ours en 1944. De plus, la régénération naturelle est fragile en rai-

Rameau liégeux d'un jeune arbre dans une forêt de Saint-Armand

son du faible taux de germination des semences, qui sont sensibles au gel printanier tardif ou à la sécheresse. Par contre, à la suite d'une coupe, l'orme liège réagit par drageonnage et par la production de rejets de souches.

Le bois

Au 19e siècle, le bois de cet arbre était très prisé car il est à la fois le plus dur, le plus résistant, le plus lourd et le plus souple des trois espèces d'orme. D'environ 0,75 g/cm^3, sa densité surpasse celles de l'érable à sucre (0,63 g/cm^3) et du chêne blanc (0,68 g/cm^3). Cependant, les menuisiers et les marchands de bois que j'ai interviewés ne le connaissent plus car il a pratiquement disparu.

Il a été utilisé en construction navale et dans la fabrication de moyeux de roues, de châssis de pianos, de meubles et, bien sûr, de bâtons de hockey. Il était également employé par les industries qui fabriquaient des manches d'outils agricoles. De 1860 à 1910, dans la région de Bedford, plusieurs billes ont dû être envoyées à l'usine Rixford Mfg. Co., devenue la Bedford Mfg. Co., qui fabriquait des instruments de jardinage munis de manches de bois. Les frères Lambkin de Stanbridge East ont sûrement utilisé son bois pour la fabrication de leurs superbes meubles. La Missisquoi Carriage Factory* de Philipsburg a peut-être récolté plusieurs billes sur les dallages de marbres à proximité pour la production des moyeux de roues de ses voitures à chevaux vendues à travers le monde.

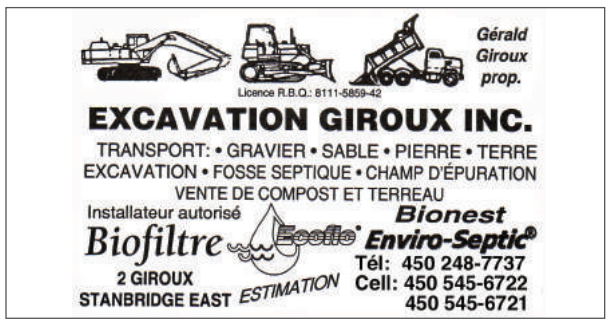
La situation des trois petites colonies d'orme de Thomas de Saint-Armand est préoccupante, comme c'est le cas dans l'ensemble du Québec. Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) garde l'œil sur les plantations réalisées au cours des vingt dernières années afin de compenser les coupes effectuées, par exemple, lors de la construction de l'autoroute 25 ou à l'occasion d'un développement immobilier. Les pépinières du Québec ne le produisent pas, en raison de la rareté de ses semences. Présentement, il n'existe pas de programme de rétablissement officiel. Des projets visant à augmenter les effectifs actuels seraient identifiés comme prioritaires.

Pourquoi pas un projet collectif dont le but serait d'obtenir quelques jeunes arbres selon les exigences du MELCC** et de les planter, par exemple, sur un terrain public à Saint-Armand, de même qu'à l'arboretum de l'École-o-village de Frelighsburg ? En effet, il importe de préserver et de faire connaître cet arbre patrimonial local de premier ordre. Les propriétaires dont les terres en abritent sont les gardiens d'un véritable joyau arboricole. On peut aussi contribuer à sa préservation en signalant la présence éventuelle dans la région d'un ou de quelques spécimens.

* Voir à ce sujet notre article paru en août-septembre 2008 : https://journalstarmand.com/la-missisquoi-carriage-factory/)
** La multiplication des espèces menacées tombe sous le coup de la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* et est donc soumise à une réglementation stricte.

Référence bibliographique : Sabourin, A. et Dignard N. 2006. *La situation de l'orme liège* (*Ulmus Thomasii* Sargent) *au Québec*. Direction de la recherche forestière, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, rapport préparé pour le Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 35 p.
On peut consulter cet ouvrage à cette adresse : https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/recherche/Dignard-Norman/Rap-situation-orme-liege.pdf

Mes remerciements à Jacques Labrecque, Line Couillard du CPDNQ, MELCC, Frédéric Coursol du Jardin botanique de Montréal, Bernard Contré, John Davis, Dany Dubé, Raphaël Filiatrault de Langevin Forest, Frédéric Chouinard, de l'OBVBM.



NADJA-MARIA DAVELUY

COURTIER IMMOBILIER ET VALORISATEUR RÉSIDENTIEL

Je m'occupe de tout !

TÉL. : **450-538-4000**
CEL. : 450-525-3914
www.daveluy.ca

10-1, RUE PRINCIPALE NORD, SUTTON

PHOTOS AÉRIENNES, PHOTOS PROFESSIONNELLES
ESTIMATION GRATUITE / FREE ESTIMATE
SERVICE BILINGUE / BILINGUAL SERVICES

Tranquilli-T
Intégri-T
RE/MAX Professionnel Inc. Agence immobilière
RE/MAX

ROYAL LEPAGE
PRIX 2021
DIAMANT

Johanne Bourgoin reçoit ce prix en reconnaissance de ses réalisations professionnelles exceptionnelles en tant que **l'un des meilleurs courtiers immobiliers de la société au Canada.**

Merci!

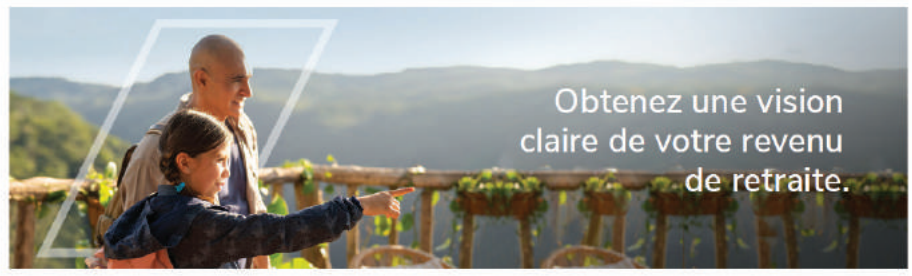
JE M'OCCUPE DE TOUT : AVANT, PENDANT ET APRÈS LA TRANSACTION

- Service-conseil pour l'aménagement et la mise en marché
- Évaluation professionnelle en toute discrétion et sans obligation de votre part
- Photos hdr, aériennes (drone)
- Service d'accompagnement avant et après la vente
- Deux bureaux pour mieux vous servir (Bedford/St-Jean)

Johanne Bourgoin inc.
Courtier immobilier
JOHANNEBOURGOIN.COM
450 357-4789 | 71-B, Principale, Bedford

Je remets une partie de mes commissions à :
fondation un toit pour tous de royal lepage

WWW.JOHANNEBOURGOIN.COM | Suivez-moi sur les réseaux sociaux :



Chez IG Gestion de patrimoine, nous allons au-delà de vos REER pour avoir une vue d'ensemble de votre situation financière et ainsi prévoir votre revenu mensuel une fois à la retraite.Vous aurez ainsi le champ libre pour profiter du présent... et de l'avenir. Quel autre plan en fait autant?

IG GESTION DE PATRIMOINE
Un plan pour votre vie

Parlons de vos objectifs de retraite dès maintenant.

JEAN-FRANCOIS PINEL Pl. Fin., B.A.A.
Planificateur financier, Représentant en épargne collective, Conseiller en sécurité financière
Services Financiers Groupe Investors Inc.
Cabinet de services financiers
Tél. : (514) 731-5143
Jean-Francois.Pinel@groupeinvestors.com

Maintenant En Armandie

Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales. © Groupe Investors Inc. 2020 MPF2109 (01/2020)

SYLVIE HOUDE
COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ
DE TALENT ET D'EXPÉRIENCE

COLDBROOK
AGENCE IMMOBILIÈRE

sylviehoude.com | 450 298-1111 | 2, Principale N., Sutton
123, Lakeside, Knowlton